VINCENT DELAHAYE, OLIVIER CADIC

«TRIBUNE. "Libérons la société pour sortir de la crise"»

26/04/2020

"Le Covid-19 frappe avec violence. À la crise sanitaire s'ajoute une crise économique massive. Mais, alors que se dessinent les pistes de sortie de ce cataclysme, voilà que se dressent les adversaires du marché et de la liberté. Suivre leurs recommandations serait un péril. Quelques faits doivent être rappelés. La crise ne remet pas en cause la mondialisation, c'est la fermeture soudaine du monde qui l'aggrave et c'est la mobilisation scientifique internationale qui nous permettra de répondre au défi de la maladie.

Elle ne contredit pas non plus la libre entreprise : le secteur privé, flexible et réactif, n'a pas démérité. Il faut s'incliner de respect devant les salariés du privé et du public qui assurent la continuité de nos vies. La crise a une origine claire : le choix de se confiner - la société capitaliste du XXIe siècle a fait le choix des vies, plutôt que des profits.

La solution ne viendra pas d'un système public qui dévoile ses déficiences dans la peine

Les révélations du séisme sont ailleurs : dans l'éclatement douloureux des fragilités accumulées de l'impuissance publique, jusque dans la fonction régalienne de protection des citoyens. Pourtant, à l'évidence, nous ne souffrons pas d'un manque de moyens, mais des choix faits depuis des décennies dans leur répartition, au détriment du terrain.

Ce constat impose une conclusion : la solution ne viendra pas d'un système public qui dévoile ses déficiences dans la peine. Aujourd'hui, la lutte contre le virus nécessite un effort collectif à la hauteur de la menace ; mais, à moyen terme, la maîtrise de nos finances publiques s'impose comme un impératif moral. Nous le devons à nos enfants : si les services publics sont un bien commun, il est de notre responsabilité de les leur léguer libérés d'une dette qui les menace.

Dans l'épreuve, notre société fait preuve d'une grande solidarité : c'est d'elle, de nos associations et de nos entreprises que jaillira notre dynamisme retrouvé. Dans cet esprit, la réglementation doit continuer à s'adapter, plus coopérative et moins coercitive ; la fiscalité doit se faire plus légère et incitative. Il sera urgent de poursuivre les efforts en faveur du climat, dans le cadre d'une écologie positive, éclairée par la science, qui renonce au déclin pour choisir l'optimisme et la confiance dans l'esprit humain.

Il n'est pas de démocratie saine sans marché libre

La règle de droit, enfin, doit être respectée : la crise ne justifie pas que l'on revienne sur les fondements contractuels de notre société. Il est sain, à ce titre, que le confinement et ses issues, notamment technologiques, fassent l'objet d'un débat démocratique afin qu'il puisse cesser dans les meilleurs délais.

Ces principes sont politiques, avant d'être économiques : il n'est pas d'État stable s'il n'est efficace sur l'essentiel, souple sur l'accessoire et humble dans ses objectifs. Il n'est pas de démocratie saine sans marché libre ; l'une et l'autre sont des garanties de notre résilience. Les solutions retenues engageront notre prospérité et notre liberté. Ayons-le bien à l'esprit."

La liste complète des signataires :

Thierry Afschrift, professeur émérite, Université Libre de Bruxelles ; Ferghane Azihari, délégué général, ALSH ; Olivier Babeau, président, Institut Sapiens ; Eudes Baufreton, directeur, *Contribuables Associés* ; Frédéric Bedin, président, Hopscotch ; Pierre Bentata, professeur d'économie ; Etienne Blanc, 1er vice-président, Auvergne-Rhône-Alpes ; Yves Bourdillon, journaliste ; Anne Bourdu, avocate ; Nicolas Bouzou, essayiste ; Kevin Brookes, coordinateur, Institut d'études libérales ; Olivier Cadic, sénateur ; Virginie Calmels, présidente, école FUTURAe ; Patrick de Casanove, président, Cercle Bastiat ; Eric Chaney, conseiller économique, Institut Montaigne ; Sébastien Chapotard, consultant ; Ciprian Coza, cadre ; Julien Damon, professeur associé, Sciences Po ; Jean-Marc Daniel, professeur émérite, ESCP ; Bernard Deforge, professeur honoraire des Universités ; Vincent Delhomme, directeur des études, Génération Libre ; Vincent Delahaye, vice-président du Sénat ; Jean-Philippe Delsol, président IREF ; Catherine Dumas, sénatrice ; Denis Ferrand, économiste ; Edouard Fillias, chef d'entreprise, JIN ; Marc Fornacciari, avocat ; Victor Fouquet, chargé de mission, Sénat ; Gabriel Giménez Roche, professeur d'économie ; François Garçon, historien ; Olivier Gossner, économiste ; Jean;Carles Grelier, député ; Marc Ivaldi, directeur d'études, EHESS ; Nathalie Janson, professeur d'économie ; Evelyne Joslain, essayiste politique ; Guillaume Labbez, entrepreneur et enseignant ; Erwan Le Noan, membre du conseil scientifique, Fondapol ; Nicolas Lecaussin, directeur, IREF ; Jean-Thomas Lesueur, directeur, Institut Thomas More ; Antoine Levy, économiste ; Gérard Longuet, sénateur, ancien ministre ; Nicolas Marques, directeur général, Institut Molinari ; Guillaume Moukala Same, président, Les Affranchis ; Guillaume Nicoulaud, président, Loop Aix-Marseille ; Jean-Baptiste Noé, historien ; Hervé Novelli, entrepreneur, ancien ministre ; Cécile Philippe, présidente, Institut Molinari ; Nicolas Petit, professeur de droit, Institut Universitaire Européen ; Laure de la Raudière, députée ; Dominique Reynié, chercheur et directeur général de la Fondapol ; Frédéric Sautet, professeur, Catholic University of America ; Thibault Schrepel, professeur, Utrecht University ; Aziz Senni, entrepreneur ; Jean-Charles Simon, économiste ; Rubin Sfadj, avocat, Proposition 47 ; Christophe Seltzer, directeur relations publiques, Generation Libre ; Pierre-Henri Tavoillot, philosophe ; Aurélien Véron, ancien président, Parti Libéral Démocrate ; Christophe de Voogd, président du conseil scientifique, FONDAPOL ; Simone Wapler, rédactrice en chef, *La Chronique Agora.*